

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21884 - 81ÈME ANNÉE

Les événements tragiques à Madagascar : un avertissement pour La Réunion

L'urgence de la responsabilité des Réunionnais



Les violences à Madagascar rappellent un engrenage connu : les pénuries. À La Réunion aussi, emploi et logement manquent, conséquences d'un système néocolonial qui achète la paix sociale pour préserver les intérêts de Paris et de ses entreprises. Mais ce système est à bout de souffle. Pour éviter la même tragédie, l'urgence est un plan réunionnais : créer des emplois, garantir le respect du droit au logement, briser le système néocolonial et construire une société de paix par la justice sociale et la solidarité.

Les violences qui secouent aujourd'hui Madagascar trouvent leur origine dans un engrenage connu : les pénuries. Les Réunionnais subissent pénuries d'emplois, de logements, aggravées par des prix toujours plus inabordables pour la majorité. Ces pénuries ne sont pas des fatalités : elles sont le produit d'un système néocolonial qui bride le développement de La Réunion.

Dans notre pays, Paris a mis en place une stratégie : acheter la paix sociale pour préserver ses intérêts stratégiques. Une des dernières bases militaires françaises sur le continent africain se trouve à La Réunion. Pour la protéger et garantir un marché solvable aux entreprises françaises, Paris préfère subventionner la consommation plutôt que permettre un développement réel.

Mais aujourd'hui, ce système craque. La course aux armements, les cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes sociétés creusent les finances publiques. Moins d'argent pour « acheter » la tranquillité. Ceux qui subissent les pénuries sont tentés de descendre dans la rue. Et quand la colère éclatera, la seule réponse restera la répression, réclamée par une classe privilégiée qui a prospéré grâce au verrouillage néocolonial.

Les mêmes causes produiront les mêmes effets

Un système verrouillé

À La Réunion, nous connaissons déjà deux pénuries graves : emploi et logement. Des milliers de jeunes diplômés sont poussés à l'exil faute de travail, pendant que le prix des loyers explose et que l'accès à la propriété devient un rêve inaccessible. Les raisons de la révolte sont là. Si rien ne change, pourquoi ne connaissons-nous pas demain les mêmes tragédies qu'à Madagascar ?

Les signes sont clairs : une population qui veut travailler au chômage, maintenue dans une dépendance à des produits importés d'Europe, une économie contrôlée par des sociétés françaises et leurs filiales, et une minorité qui s'accroche à ses privilèges.

L'urgence : un plan de développement réunionnais

Pour éviter l'explosion sociale, l'urgence est la responsabilité des Réunionnais. Cela passe par la confiance en nos propres forces et la construction d'un véritable plan de développement. Nous ne manquons pas de compétences : notre Université compte près de 20 000 étudiants, sans compter la richesse de notre diaspora. Des ingénieurs, chercheurs, enseignants, entrepreneurs, artistes et militants : autant de forces capables de bâtir une autre société.

Un plan de développement réunionnais doit s'attaquer aux racines du problème : créer des emplois stables, donner à chacun un logement digne, maîtriser les prix en brisant les monopoles importateurs, investir massivement dans les énergies renouvelables et l'autonomie alimentaire. Sortons du sous-développement organisé qui condamne à tendre la main.

Construire une société de paix

En ayant conscience que le travail permet d'envisager un avenir meilleur, de sortir du sous-développement et de ses pénuries, alors toutes les volontés seront rassemblées pour construire une société de paix. La paix ne se décrète pas : elle se construit par la justice sociale et la dignité retrouvée.

Les événements tragiques de Madagascar doivent être pour nous un avertissement. Si nous ne brisons pas le système néocolonial, nous serons condamnés à vivre la même crise. Il importe de faire confiance aux Réunionnais.

M.M.

«Li la rodé, li la gagné, mète ankor la p'assé ! » : in kozman pou la rout.

Mézami, zot k'i yème bann match léspor, sirèsèrtin zot i rapèl kalité kozman téi antann dsi la touth térin foutbal, sansa d'ote kalité konpétission ankor, kan lo spéktaatèr i kroï sé li k'i pran la plass dann bann match.. Mwin pèrsonèl mwin la touzour bien èm antann bann kozman konmsa.

A ! biensir mwin lé konm toumlmoune mi apréssyé pa bann zirman, mé kan lo spéktaatèr i apèl l'imour o sokour pou ankouraz zot lékip osinonsa pou atak lo moral ladvèrsèr, aköz pa dir mwin ossi mi yèm sa ? aköz pa dir mwin lé pou inn mwin lé pa pou l'ote, lé pa onté d'shoizir son kan.

Mi rapèl bann kozman dann tan téi shante an kèr konm « la p'assé, mète ankor ! » sansa « balon la roulé, balon la roulé, la tonm dann filé », « sote koman ti vé koko, toué lé pri dann la min korbo ! » é afèr kashé sa sé in n'afèr mwin la bien apréssyé.mèm zordi sa ia ral amwin ankor.

Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Dans le pays et dans le monde

Madagascar : Appels au calme et au dialogue

L'ONU, SADC, Églises et gouvernement appellent au calme et au dialogue. L'ONU exprime ses condoléances et appelle à la retenue

Dans un communiqué publié le 27 septembre, les Nations Unies ont présenté leurs condoléances aux familles endeuillées et souhaité un prompt rétablissement aux blessés. L'organisation s'est dite préoccupée par la montée de la violence, des vols et des agressions dans tout le pays.

Si elle a rappelé l'importance du maintien de l'ordre public, l'ONU a souligné que celui-ci ne doit pas se faire au détriment des droits humains. Les forces de sécurité sont invitées à agir avec professionnalisme, tandis que les manifestants sont appelés à exprimer leurs revendications dans un cadre légal et pacifique. L'ONU réaffirme son soutien au gouvernement et au peuple malgache pour rétablir la paix et encourage l'ouverture d'un dialogue franc et respectueux.

La SADC préoccupée par les victimes et les destructions

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a également réagi par la voix de son secrétaire général, Elias Magosi. Celui-ci a exprimé sa tristesse face au nombre de victimes et aux destructions de biens publics et privés. Il a appelé toutes les parties à s'engager dans un dialogue inclusif, seule voie possible pour restaurer la paix et la tranquillité. Comme l'ONU, la SADC a exhorté les forces de l'ordre à la retenue et demandé aux manifestants de privilégier des actions pacifiques et légales.

La FFKM prône le pardon et la solidarité

Dès le 26 septembre, la Communauté de l'Église Chrétienne de Madagascar (FFKM) avait exprimé sa compassion pour les victimes et lancé un appel à l'arrêt du « bain de sang ». Dans sa déclaration, elle a rappelé que la paix, l'harmonie et la sympathie doivent redevenir les piliers de la société malgache. La FFKM insiste sur le pardon et le dialogue comme solutions durables et remercie les soignants et les journalistes pour leur engagement dans cette période difficile.

Les autorités s'adressent à la jeunesse

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Marson Moustapha Abdulah, a tenu à s'adresser directement aux jeunes. Selon lui, la jeunesse est la force de construction du pays et doit participer activement à la recherche de solutions aux problèmes communs tels que l'accès à l'eau et à l'électricité. Il les a encouragés à privilégier la paix et la collaboration plutôt que la violence.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Chaminah Loulla, a délivré un message similaire. Invitant les étudiants à dialoguer avec le gouvernement, elle a rappelé que « personne ne profite du chaos » et insisté sur la responsabilité des parents dans l'accompagnement des jeunes. Elle a enfin exprimé sa sympathie aux familles touchées par les violences, notamment à celle de l'étudiant décédé.

Vers une sortie de crise par le dialogue

Face à cette crise, toutes les parties — communauté internationale, Églises et gouvernement — convergent vers un même message : mettre fin aux violences et privilégier le dialogue.



Oté

Akoz dann lo sobatkoz, va évite lo vré problèm nout dévlopman insifizan ?

Mézami l'èr l'arivé pou roganiz bann sobatkoz. Lé bien sanm pou mwin mé kèl sizé i sar dévlopé ? Assiréman i sava ankòr parl lo dada la vi shèr : i sava domann demoune pou fatig zot nérone pou ésplike pou kossa la vi lé shèr konmsa La Rényon.

In vré sizé ? Assiréman pars partou wi antann demoune apré dir avan zot i ashtë in n'afèr zot i kalkil bien pars lo kout la vi, dopi inn-dé zané la goumanté, inkroiyab. Mé a bien kalkilé : néna demoune i soufèr la goumantassion é zot i soufèr ankòr pliss dopi la shèrté d'la vi la goumanté pars zot na pwin in rovni sifizan. Mé néna sak néna in for rovni alor sète-la li soufèr pars li gingn pa align son nivo d'dépanss dossi zot nivo d'vi.

Sèryèzman mé zami i konpar pa la soufanss bann pov avèk la soufranss bann rish. Lé z'inn i sèr zot sintir ziska k'i koup zot vant é d'ote i sifi d'in pti tour d'viss pou adapt zot rovni avèk dépanss. In vré sizé mé pé lo sèl ? Pars néna la késtyonn salèr é sète-la dopi dé z'ané la pa goumant an konsékanss. la prèv kan i antann dann télé bann négossyassyon la pa abouti ; Kan wi antann bann négossyassion anyèl la pad one arien pou bann travayèr é sa sé in réalité.

In réponssa i konvien pa : lo panyé la ménazèr. Dopi dé zané é dé zané néna demoune l'apré fatig zot nérone pou trouv konm i di la kwadratir di sèrkle.. In problèm wi koné par avanss na pwin solission é malgrésa wi kontinyé fé travaye out nérone la dsi. An fète dann lo sistèm ni viv na pwin solission pou f ébèss lo kout d'la vi.toulùmoune i koné bien é sé pou sa dizon sé inproblèm avèk in solission impossib.

Lo vré problèm sé noute nivo d'dévlopan insifizan : Ni vé ni vé pa, lo problèm lé la. Nou péi loutremèr érityé la kolonizassion, zordi dsou la néokolonizassion nout dévlopman sé in problèm impossib. Pou in bone rézon sé ké nou la pwin, dann noute min, lo klé d'in pouvoir pou dévlope anou konm k'i fo... Sirésèrtin in pé va dir sé pars nout bann lantropriz na pwin la kapassité pou rééssir nout dévlopman donk sé nout fote anou si nou lé pa myé dévlopé. In lakizassion k'i tienbo pad boute pars lo vré réspobssab sé lo sistèm néo-kolonyaliss k'i anfèrm anou dann in sistèm lé pa konpatib avèk lo débvlpman.

A bon antandèr salu !

Justin